

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

## ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

### *Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Monsieur le Maire de Goulien

### *Objet du marché*

*Modernisation de la voirie communale 2016*

**Marché Procédure Adaptée** passé en application des règles du Code des Marchés Publics : articles 26-II-5° et 28, et sous forme d'un marché à bons de commande article 77.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **SEPTEMBRE 2016** (mois zéro).

<b><i>Date du marché</i></b>
<b><i>Montant TTC</i></b>
<i>Minimum TTC : 84 000.00 €</i>
<i>Maximum TTC : 120 000.00 €</i>
<b><i>Imputation</i></b>

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

L'acte d'engagement comporte \_\_\_\_ pages et les annexes n° \_\_\_\_

**ACTE D'ENGAGEMENT LOT UNIQUE  
(AE)**

***Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)***

M. le Maire de Goulien

***Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des  
Marchés Publics***

M. le Maire de Goulien

***Ordonnateur***

M. le Maire de Goulien

***Comptable public assignataire***

M. le Receveur Municipal d'Audierne

***Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".***

## ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

Je soussigné,

Nom et prénom :			
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :			
Domicilié à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel :			
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)			
Au capital de :			
Ayant son siège à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel :			
N° d'identité d'établissement (SIRET) :			
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :			

Nous soussignés,

Cotraitant 1			
Nom et prénom :			
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :			
Domicilié à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel :			
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)			
Au capital de :			
Ayant son siège à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel :			
N° d'identité d'établissement (SIRET) :			
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :			

## Cotraitant 2

Nom et prénom :

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription  au répertoire des métiers ou  au registre du commerce et des sociétés :

## Cotraitant 3

Nom et prénom :

Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital de :

Ayant son siège à :

Tel. :

Fax :

Courriel :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription  au répertoire des métiers ou  au registre du commerce et des sociétés :

Cotraitant _____	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> <b>Agissant en mon nom personnel</b> ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à :	
<input type="text"/>	
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> <b>Agissant pour le nom et le compte de la Société :</b> (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
<input type="text"/>	
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers <b>ou</b> <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

Cotraitant _____	
Nom et prénom :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> <b>Agissant en mon nom personnel</b> ou sous le nom de :	
<input type="text"/>	
Domicilié à :	
<input type="text"/>	
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
<input type="checkbox"/> <b>Agissant pour le nom et le compte de la Société :</b> (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input type="text"/>	
Au capital de :	<input type="text"/>
Ayant son siège à :	<input type="text"/>
<input type="text"/>	
Tel. :	<input type="text"/>
Fax :	<input type="text"/>
Courriel :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers <b>ou</b> <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>

après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents, certificats, attestations et déclarations visés aux articles 44 et 45 du CMP ;

**m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés à l'article 46 du CMP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

**nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés à l'article 46 du CMP ainsi que les attestations visées aux articles 1-6.1 et 1-6.3 du CCAP et, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

## **ARTICLE 2. PRIX**

### **2-1. Détermination des prix**

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $m_0$  fixé en page 1 du présent acte d'engagement.

Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 3-3 du CCAP.

Les minima et maxima du marché à bons de commande sont fixés ainsi :

Montants	Minimum	Maximum
Hors Taxe	70 000 €	100 000 €
Toutes Taxes Comprises	84 000 €	120 000 €

Les travaux seront rémunérés par application des prix du bordereau des prix unitaires du présent marché.

## **2-2. Montant sous-traité**

### **2-2.1. Montant sous-traité désigné au marché**

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le(s) annexe(s) n°  au présent acte d'engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par des sous-traitants, leurs noms et leurs conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

#### **Entrepreneur unique**

Le montant total des prestations que **j'envisage** de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

- Montant hors TVA
- Montant TVA incluse

Les déclarations et attestations (article 114 1° du CMP) des sous-traitants recensés dans les annexes, sont jointes au présent acte d'engagement.

#### **Groupement conjoint**

Le montant total des prestations que **nous envisageons** de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

N° du cotraitant	Montant hors TVA	Montant TVA incluse
1		
2		
3		
4		
5		
Total		

Les déclarations et attestations (article 114 1° du CMP) des sous-traitants recensés dans les annexes, sont jointes au présent acte d'engagement.

**2-2.2.** Créance présentée en nantissement ou cession

**Entrepreneur unique**

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

**Groupement conjoint**

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

Cotraitant 1	Cotraitant 2	Cotraitant 3	Cotraitant 4	Cotraitant 5

## **ARTICLE 3. DUREE ET DELAIS**

### **3-1. Durée de validité du marché**

*Le marché se terminera le 30 novembre de l'année de sa notification.*

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à cette date.

### **3-2. Durée et délai d'exécution des bons de commande**

Pour chaque bon de commande, les prestations seront exécutées à compter de la date de notification de celui-ci.

La durée d'exécution prévisionnelle afférente à chaque commande sera précisée dans le bon de commande, elle ne pourra dépasser la durée de validité du marché.

## **ARTICLE 4. PAIEMENTS**

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3-2 du CCAP.

### **Entrepreneur unique**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :			
à :			
au nom de :			
sous le numéro :		clé RIB :	
code banque :		code guichet :	

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

**Groupement conjoint**

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire : à : au nom de : sous le numéro : code banque :	<b>COTRAITANT 1</b>    clé RIB : code guichet :
compte ouvert à l'organisme bancaire : à : au nom de : sous le numéro : code banque :	<b>COTRAITANT 2</b>    clé RIB : code guichet :
compte ouvert à l'organisme bancaire : à : au nom de : sous le numéro : code banque :	<b>COTRAITANT 3</b>    clé RIB : code guichet :
compte ouvert à l'organisme bancaire : à : au nom de : sous le numéro : code banque :	<b>COTRAITANT 4</b>    clé RIB : code guichet :
compte ouvert à l'organisme bancaire : à : au nom de : sous le numéro : code banque :	<b>COTRAITANT 5</b>    clé RIB : code guichet :

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

**Entrepreneur unique**

L'entrepreneur désigné ci-devant :

**refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

**ne refuse pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP.

**Groupement conjoint**

Les entrepreneurs désignés ci-devant :

N° du cotraitant	Avance prévue à l'article 5-2 du CCAP	
1	<input type="checkbox"/> <b><u>refusent</u></b> de la percevoir	<input type="checkbox"/> <b><u>ne refusent pas</u></b> de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> <b><u>refusent</u></b> de la percevoir	<input type="checkbox"/> <b><u>ne refusent pas</u></b> de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> <b><u>refusent</u></b> de la percevoir	<input type="checkbox"/> <b><u>ne refusent pas</u></b> de la percevoir
4	<input type="checkbox"/> <b><u>refusent</u></b> de la percevoir	<input type="checkbox"/> <b><u>ne refusent pas</u></b> de la percevoir
5	<input type="checkbox"/> <b><u>refusent</u></b> de la percevoir	<input type="checkbox"/> <b><u>ne refusent pas</u></b> de la percevoir

Fait en un seul original

à : ..... le : .....

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) du/des entrepreneur(s) :

### Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le Pouvoir Adjudicateur

à :

le :

Le Pouvoir Adjudicateur certifie que le présent marché a été reçu par le représentant de l'Etat, au titre du contrôle de légalité, le :

### Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

L'entrepreneur / **mandataire du groupement** :

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le \_\_\_\_\_ par l'entrepreneur / **mandataire du groupement** destinataire.

Pour la Personne Responsable du Marché,

à :

le :

(date d'apposition de la signature ci-après)

**ANNEXE N° \_\_\_ A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT**

**Détails des prestations exécutées par chacun des cotraitants**

Nom de mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants Poste(s) technique(s)
N° 2		
N° 3		
N° 4		
N° 5		

## ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE DE PREMIER RANG

ANNEXE N° \_\_\_\_ A L'ACTE D'ENGAGEMENT

DECLARATION SPECIALE EN COURS DE MARCHE

### Acceptation d'un sous-traitant Agrément de ses conditions de paiement

#### Marché

N° du marché : \_\_\_\_\_ (Ligne réservée à l'administration)

Objet : **Modernisation de la voirie communale de GOULIEN**

Tranche : \_\_\_\_\_

Titulaire : \_\_\_\_\_

#### Prestations sous-traitées

Nature : \_\_\_\_\_

Montant prévisionnel hors TVA  
des sommes à payer directement : \_\_\_\_\_

Montant prévisionnel TVA incluse  
des sommes à payer directement : \_\_\_\_\_

#### Sous-traitant

Nom, raison **ou**  
dénomination sociale : \_\_\_\_\_

Entreprise individuelle **ou**  
Forme juridique de la société : \_\_\_\_\_

N° d'identité d'établissement (SIRET) : \_\_\_\_\_

N° d'inscription  au répertoire des métiers **ou**  au registre du commerce et des sociétés : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

(Tél.) \_\_\_\_\_

Compte à créditer (joindre un RIB ou RIP) :

– ouvert à l'organisme bancaire : \_\_\_\_\_

– à : \_\_\_\_\_

– au nom de : \_\_\_\_\_

sous le n° : \_\_\_\_\_ Clé RIB : \_\_\_\_\_

code banque : \_\_\_\_\_ code guichet : \_\_\_\_\_

### Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

\_\_\_\_\_

Date d'établissement des prix : \_\_\_\_\_

Modalités de variation des prix :

\_\_\_\_\_

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

\_\_\_\_\_

### Pièces à remettre systématiquement

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Par la signature de ce document, le sous-traitant reconnaît :
  - a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1 ;
  - b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ;
  - c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du **code du travail** ;
  - d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce** ;
  - e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.625-2 du **code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
  - f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
  - g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5, du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

### **Pièce à remettre en cas de déclaration spéciale en cours de marché**

- Le titulaire rend à la PRM l'exemplaire unique en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances. La PRM mentionnera le montant maximal de la créance qu'il pourra nantir ou céder.
- L'exemplaire unique est remis à l'établissement de crédit et ne peut être restitué. Le titulaire produit une attestation de l'établissement de crédit justifiant que la cession ou le nantissement de la créance est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée, ou qu'il a été réduit de manière à réaliser cette condition.

**ATTENTION** : L'une des deux pièces doit être obligatoirement fournie avec la présente déclaration.

### **Autres renseignements**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 Code des Marchés Publics :

M. le Maire de GOULIEN

Comptable assignataire des paiements :

M. le Receveur Municipal d'AUDIERNE

Le titulaire

A \_\_\_\_\_  
Le \_\_\_\_\_

Le mandataire du groupement

A \_\_\_\_\_  
Le \_\_\_\_\_

### **Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement**

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

La personne responsable du marché

\_\_\_\_\_

# ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE DE RANG AUTRE QUE PREMIER

ANNEXE N° \_\_\_ A L'ACTE D'ENGAGEMENT

DECLARATION SPECIALE EN COURS DE MARCHE

## Acceptation d'un sous-traitant Agrément de ses conditions de paiement

Marché	
N° du marché :	_____ (Ligne réservée à l'administration)
Objet :	<b>Modernisation de la voirie communale de GOULIEN</b>
Tranche :	_____
Titulaire :	_____
Sous-traitant accepté de rang n°1	Nom : ① _____
Prestation sous-traitée :	_____
Sous-traitant accepté de rang n°2	Nom : ① _____
Prestation sous-traitée :	_____
① nom à rappeler dans le cartouche suivant	
<b>Prestations sous-traitées par le sous-traitant</b> (préciser le nom ①) :	
_____	
Nature :	_____
Montant prévisionnel hors TVA :	_____
Montant prévisionnel TVA incluse :	_____

### Désignation du sous-traitant

Nom, raison **ou**  
dénomination sociale :

Entreprise individuelle **ou**  
Forme juridique de la société :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription  au répertoire des métiers **ou**  au registre du commerce et des sociétés :

Adresse :

(Tél.)

### Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

Date d'établissement des prix :

Modalités de variation des prix :

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

Délai de paiement et taux d'intérêt de retard :

### Garantie de paiement - Caution personnelle et solidaire

Référence de l'établissement qualifié l'ayant  
délivrée :

Objet de la caution :

Montant garanti :

**ATTENTION** : Cette caution n'est pas requise dès lors qu'il y a une délégation de paiement entre le maître de l'ouvrage, le donneur d'ordre et le sous-traitant (paiement direct conventionnel)

### Pièces à remettre systématiquement

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Par la signature de ce document, le sous-traitant reconnaît :
  - a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1 ;
  - b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ;
  - c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du **code du travail** ;
  - d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce** ;
  - e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.625-2 du **code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
  - f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
  - g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
  - h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5, du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Le titulaire

A  
Le

Le mandataire du groupement

A  
Le

Sous-traitant accepté de rang n°1

A  
Le

Sous-traitant accepté de rang n°2

A  
Le

### Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

La personne responsable du marché